

LE FRANCO

 www.lefranco.ab.ca

 @JournalLeFranco

 Le Franco (journal)

| 12 pages | Du 04 au 11 février 2021 |
Volume 91 | N°10 | N° de convention 40011833

EDMONTON

NÉGOCIATIONS TENDUES ENTRE
ENSEIGNANTS ET DIRECTION

P. 3

CALGARY

À LA DÉCOUVERTE DE LA CUISINE
MAGHRÉBINE

P.6

PROVINCIAL

UNE ANNÉE PLEINE DE DÉFIS POUR
LES ENTREPRENEURS

P. 7

PUBLIREPORTAGE

JOEL BAILLARGEON, LE SOURIRE
DANS LES YEUX

P. 8



MARY MOREAU

UN DESTIN DE PIONNIÈRE

EN UNE

Mary Moreau, première femme juge en chef de la Cour du Banc de la Reine

Photo : Courtoisie Cour du Banc de la Reine

PORTRAIT

DE L'ARRÊT MAHÉ À LA COVID-19
 LE DESTIN DE PIONNIÈRE DE LA JUGE MARY MOREAU

En Alberta, la première femme à occuper le poste de juge en chef de la Cour du Banc de la Reine se nomme Mary Moreau. Depuis sa nomination en 2017, cette francophone née à Edmonton accroît l'accès aux droits linguistiques au sein du système judiciaire. Elle est élue personnalité du mois de janvier par Le Franco et Radio Cité.

Geoffrey Gaye
 Rédacteur en chef

Pandémie ou pas, le français progresse dans les tribunaux albertains. Quelques mois après la nomination de Mary Moreau, la Cour du Banc de la Reine a adopté un nouveau protocole pour assurer que tout accusé soit systématiquement informé de ses droits linguistiques. Ce 22 janvier 2021, la Cour organisait même la toute première assemblée du barreau francophone. Un événement qui sera renouvelé chaque année, assure la juge en chef. Tout au long de sa carrière, Mary Moreau a fait des droits linguistiques son principal cheval de bataille.

Devenue avocate privée en 1980, elle est sollicitée par un homme accusé de trafic de drogue. «Il voulait un procès en français», se rappelle-t-elle. Mais à l'époque, les dispositions du Code criminel ne le permettaient pas. «C'était inacceptable pour lui». Cette fière francophone se lance alors dans des recherches espérant trouver «une ouverture dans l'Histoire de l'Alberta».

«Avec la Paroisse Saint-Joachim, c'était une belle petite communauté francophone qui nous entourait»

qui a payé : depuis cette affaire, les procès en français sont possibles en Alberta.

Antécédents familiaux

Mary Moreau a grandi à Edmonton au sein d'une fratrie de huit enfants. «Avec la Paroisse Saint-Joachim, c'était une belle petite communauté francophone qui nous entourait», se rappelle la juge évoquant son enfance. Son père, originaire de la Saskatchewan, lui a transmis son ardeur pour la défense du français.

À son décès en 2015, l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) dont il a été président (1966-67) soulignait les accomplissements de ce «pionnier» : la poursuite des démarches pour l'amendement à l'acte scolaire ainsi que les négociations afin d'obtenir la télévision en français. En 2009, le Conseil scolaire Centre-Nord nommait d'ailleurs une de ses écoles en son honneur : l'École Joseph-Moreau.

Un destin imprévisible

Mary Moreau, quant à elle, était scolarisée à l'école Grandin, une école d'immersion avec un côté francophone, un autre anglophone. «C'était pas des ambiances les meilleures. Le côté anglophone était beaucoup plus large, il y avait un peu un schisme entre les deux réalités».

À l'époque, la jeune francophone ne se doutait certainement pas qu'elle atténuerait

Adolescente, Mary ne se doutait pas qu'elle ferait une carrière dans le droit. En sortant du Campus Saint-Jean, elle s'est pourtant inscrite à la faculté de droit de l'Université de l'Alberta. «Je l'ai approché comme un cours qui m'intéresserait beaucoup, mais j'avais des doutes que je fasse ma vie dans le droit ». Et pourtant !

Questionnée sur le quotidien d'une juge en chef, Mary Moreau ne peut s'empêcher de rire. «Ça ne ressemble à rien de ce que j'ai vécu avant le mois de mars 2020. J'aimerais bien être à 50 000 pieds au-dessus, mais je suis absolument sur terre. C'est vraiment un job dans un temps qui est plein de défis!»

Chaque mois, Le Franco et Radio Cité désigne un francophone albertain comme personnalité du mois. À la fin de l'année, un jury se réunira pour déterminer la personnalité de l'année parmi les personnes sélectionnées.



Mary Moreau est l'une des fondatrices de l'Association des Juristes d'expression française de l'Alberta en 1990. Crédit photo : courtoisie Cour du Banc de la Reine.

VOULEZ-VOUS
CRÉER VOTRE
ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!



Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION
 entrepreneuriale
 réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs :

carine@lecdea.ca

Calgary et les environs :

olga@lecdea.ca

Ou visitez lecdea.ca



Financé par :

Funded by:



Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees and Citizenship Canada

«Vraiment, ça a lancé ma carrière», dit celle qui a cofondé l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta (AJEFA) en 1990. Car oui, cette ouverture existe. Un trou de souris qu'elle compte bien élargir. Soutenue par un programme de financement du gouvernement fédéral pour faire respecter la Charte canadienne, la procédure est un long chapitre de sa vie

ce fossé quelques décennies plus tard en plaçant la cause Mahé. En 1990, la Cour suprême du Canada statue que les minorités de langues officielles avaient le droit de gérer elles-mêmes leurs écoles, «un développement constitutionnel très important, surtout dans l'Ouest et dans les parties du pays où il y a eu une assimilation jusqu'à un très grand degré».

- MARY MOREAU -

VIE COMMUNAUTAIRE

CRISE COLLECTIVE AU CONSEIL SCOLAIRE CENTRE-NORD

Deux ans de négociations, une médiation, un vote de grève, et finalement, un protocole d'entente conclu ce samedi 30 janvier. La convention collective des enseignants du Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) est sur le point d'aboutir. Une situation inespérée après plusieurs mois de négociations tendues qui ont atteint leur paroxysme fin janvier. Retour sur une semaine chargée en rebondissements.

Gabrielle Beaupré
Journaliste

La rencontre du dimanche 24 janvier illustre la difficulté des négociations. Dès l'entame de la réunion, le syndicat des enseignants aurait prévenu que si la convention collective n'était pas signée durant la journée, un vote de grève se tiendrait dans les jours suivants. Cette table de négociation dans les locaux du CSCN était également suivie en ligne par des membres de l'équipe négociatrice du syndicat. La rencontre a pris fin abruptement pour un motif de « vice de procédure ».

Selon le CSCN, « l'agent négociateur du syndicat des enseignants n'a pas fait de demande pour inclure d'autres membres de son comité dans cette rencontre ». Durant la rencontre, des voix se seraient fait entendre provenant de l'ordinateur servant à la retransmission, indiquant que des personnes se situant à l'extérieur de la pièce assistaient à cette réunion. « Cette action de l'agent négociateur du syndicat a entraîné un bris de confiance et la représentante du Conseil, Nathalie Lachance, a demandé la fin de la rencontre », indique le CSCN sur son site web.

Le président du syndicat, quant à lui, indique que le CSCN était averti de la présence d'autres personnes. « Nous avons envoyé notre agent négociateur à la table et les membres-enseignants participaient par Zoom. Lors des caucus du conseil, le négociateur ouvrait son micro et discutait avec les 4 membres, mais l'un des enseignants est arrivé en retard et a parlé. N'étant pas en caucus, le CSCN a entendu cette voix et au lieu de poser des questions, ils se sont retirés de la table. »

Il souligne « qu'en aucun cas, les discussions qu'on avait eues à la table n'ont été transmises à l'extérieur et qu'en

aucun cas, il n'y a eu des enregistrements. Tout ça était un petit problème technique ».

94 % des syndiqués en faveur d'une grève

Le mardi qui a suivi cette rencontre, le syndicat des enseignants, l'Unité locale francophone No 24, a annoncé que les membres s'étaient prononcés à 94 % en faveur de l'adoption de mesures de grève.

L'incident du 24 janvier n'est pas la principale raison de ce vote. Depuis septembre 2019, neuf journées de négociations ont eu lieu entre les deux parties, mais les désaccords persistent. Plusieurs points seraient conflictuels : les congés administratifs pour les directeurs et directrices adjoints d'école, les heures bénévoles des enseignants concernant les activités parascolaires, la combinaison d'un compte de dépenses santé avec un compte de dépenses bien-être (incluant le recours à la psychologie), le temps de déplacement pour le congrès de l'Alberta Teacher's Association et les congés pour services à d'autres organismes.

À l'initiative du CSCN le 5 décembre 2019, les deux parties ont entamé un processus de médiation qui a été ralenti par le commencement de la pandémie. La première rencontre a eu lieu le 21 avril. Après trois rencontres qui se sont échelonnées pendant le reste de l'année, le médiateur a décidé d'arrêter les procédures de négociation le 5 décembre 2020 puisqu'il ne pouvait pas rédiger de recommandations qui allaient satisfaire les deux partis.

« Lock-out »

Suite au vote de grève, le CSCN a réagi lors d'une réunion régulière, mercredi 27 janvier. Le comité de ressources humaines du conseil scolaire a annoncé qu'elle déposerait une demande auprès du Conseil des relations de travail de l'Alberta pour fermer provisoirement ses écoles (procédure du « lock-out »).

« L'application du lockout n'est qu'une mesure préventive. Le CSCN ne demande pas une fermeture provisoire des établissements scolaires. Les enseignants jouent un rôle important dans l'encadrement des journées scolaires et sans leur pleine participation, le fonctionnement de l'école devient difficile [c'est pourquoi] le déclenchement d'une



Finalement, le syndicat et la direction ont signé un protocole d'entente samedi 30 janvier. Crédit photo : Libre de droit / Unsplash.

grève ferait en sorte qu'il serait très difficile pour le CSCN d'assurer la sécurité des élèves », a indiqué au Franco Tanya Saumure, la présidente.

« On est totalement désemparés. On ne comprend pas la décision du conseil scolaire. Il tente de justifier cette décision en disant que c'est pour la sécurité des élèves, lorsque nous, les enseignants, c'est notre vocation de s'occuper des jeunes toute l'année », a réagi le président du syndicat, Éric Cloutier.

Climat de tensions

Plusieurs allégations émergent alors des deux camps. Le syndicat affirme que le CSCN emploie des stratégies pour ralentir la signature de la convention. Il cite comme exemple que le conseil scolaire a engagé un négociateur anglophone « ne parlant pas un mot français », afin de siéger à la table de négociation. Éric Cloutier indique que le conseil était plus souvent en caucus avec le négociateur pour tout lui traduire et discuter ensemble qu'à la table de négociation. Le CSCN répond que cette personne a un rôle de consultant et que les discussions de négociations se déroulent bien en français.

Lors de la réunion régulière du 27 janvier, Nathalie Lachance, conseillère au CSCN, a indiqué que le climat de négociation se déroule « sous le style de la menace et d'une charge émotionnelle ». Tanya Saumure dénonce « la position ferme du syndicat [qui] a limité la progression durant certaines rencontres ».

À cette affirmation, le président de l'Unité locale fran-

cophone #24 répond : [le syndicat] est arrivé avec une offre depuis à peu près deux ans et depuis ce temps-là, on a laissé tomber plein de petites choses qu'on tenait à avoir. On arrive à un point où on a fait tellement de compromis, qu'on ne peut plus en faire d'autres. » Il affirme que toutes les négociations se sont déroulées dans le respect.

Sortie de crise

Enfin! Samedi 30 janvier, les deux parties se sont à nouveau rencontrées pour signer un « protocole d'entente ». « Je suis très content et même soulagé que les deux parties aient réussi à s'entendre aussi rapidement », déclare Éric Cloutier, le président du syndicat des enseignants du CSCN.

Selon Éric Cloutier, « la pression des parents et de la communauté francophone en général a contribué à l'accé-

lération du processus. Les représentants du conseil scolaire et des enseignants se sont mis d'accord pour faire des compromis afin de régler cette situation qui durait depuis beaucoup trop longtemps ».

La rencontre s'est déroulée à huis clos, de façon présentielle et virtuelle dans les bureaux du CSCN. Pour l'instant, les clauses de la nouvelle convention collective et le déroulement de la table de négociation restent confidentiels.

Celle-ci deviendra officielle lorsqu'elle sera dévoilée et approuvée par les enseignants ce mercredi 3 février et par les conseillers scolaires du CSCN le 10 février prochain. Par la suite, la nouvelle convention collective sera rendue publique sur le site web d'Unité locale francophone #24 et du Conseil scolaire Centre-Nord.

Conseil scolaire du
NORD-OUEST

APPEL D'OFFRES
SERVICES DE VÉRIFICATION
COMPTABLE

Le Conseil scolaire du Nord-Ouest aimerait recevoir votre proposition pour l'offre de services de vérification de ses états financiers.

L'appel d'offres est disponible sur le page Web csno.ab.ca/appe-doffres ou sur demande à conseil@csno.ab.ca.

Les soumissions seront acceptées jusqu'à
14 h 00 le jeudi 26 février 2021.

Conseil scolaire du Nord-Ouest
CP 1220, 4 Rue Bouchard, St-Isidore, AB T0H 3B0
conseil@csno.ab.ca

CULTURE

UN FRANCO-ALBERTAIN ÉCRIT UN LIVRE SUR LE GÉNOCIDE RWANDAIS



Arthémon Rurangwa, auteur du livre *Rwanda 1994 : Les Angoisses d'Adélaïde*, publié l'automne dernier et survivant du génocide rwandais.
Crédit photo : Courtoisie Arthémon Rurangwa.

«Un projet de vie», voilà comment le Franco-Albertain Arthémon Rurangwa décrit son premier roman, *Rwanda 1994 : Les Angoisses d'Adélaïde*, publié le 13 novembre dernier. Cette fiction raconte l'histoire d'une Tutsie du Rwanda ayant vécu les horreurs du génocide de 1994.

Mélodie Charest
Journaliste

En 1993, Arthémon et sa famille fuient la guerre civile. À l'époque, les Tutsis, ethnie dont sa famille fait partie, sont les cibles de persécutions violentes au Rwanda.

Avec sa femme et leurs enfants, ils arrivent au Québec, déménage en Ontario puis ici, en Alberta.

Depuis, Arthémon participe régulièrement à la marche annuelle de commémoration organisée par la communauté rwandaise. Mais ce n'était pas assez : il voulait écrire un livre pour garder cette mémoire. «C'est une histoire qu'il fallait raconter», dit-il.

L'idée d'écrire ce roman habite monsieur Rurangwa depuis une dizaine d'années. Lorsqu'il s'assoit à sa table de travail, il complète son œuvre de 485 pages en une vingtaine de mois.

«Le mal de ces actes reste»

Rwanda 1994 : Les Angoisses d'Adélaïde relate le parcours d'une fillette de 7 ans, victime de violences sexuelles par les Hutus, jusqu'à l'âge adulte. «Je raconte le dilemme de la jeune fille rwandaise, de la jeune fille tutsie : elles ont souffert doublement. Elles ont souffert comme tout le monde, mais en tant que femmes, elles ont souffert de manière beaucoup plus atroce. Même celles qui ont survécu continuent à souffrir. Le mal de ces actes reste, c'est perpétuel.»

Bien que l'auteur a recueilli quelques témoignages de femmes pour construire le cadre de son roman, il s'agit d'une fiction. «Ce n'est pas une vraie histoire, mais c'est à la fois une vraie histoire. J'en ai fait une histoire de fiction, car je voulais que cette histoire n'appartienne à personne, mais qu'elle appartienne à la fois à tout le monde».

Ce choix d'axer son œuvre sur un personnage féminin et sur le poids du viol dans la vie d'une femme est loin d'être anodin. Sa propre mère et grand-mère ont été victimes de viol lors du génocide rwandais, sans compter une quinzaine de cousines et une dizaine de tantes issues de sa famille africaine. Ces atrocités du siècle passé sont un «gros traumatisme» pour Arthémon. Il

les compare à des «épines dans [ses] pieds». Écrire et publier son œuvre incarnent à la fois un acte thérapeutique, mais aussi comme un moyen d'émancipation pour toutes les femmes.

Briser les tabous

Il consent à dire que la sexualité est un tabou dans certaines communautés africaines, comme au Rwanda. Bien que plusieurs Rwandais ont quitté leur pays natal comme Arthémon, ils ont transporté ce tabou lourd de conséquences. «Je me disais qu'en brisant le tabou, ça va aider. Les gens n'osent pas accuser les gens qui les ont violés. Ces femmes vivent avec leur gros secret, comme ça, intimement, et elles en souffrent atrocement. Je me disais que si je pouvais en parler, plus de personnes vont sortir de leur cage et parler de ce qui est arrivé dans leur vie».

Quelques femmes ont déjà empoigné la plume pour écrire sur les viols subis durant le génocide, mais c'est «extrêmement limité», selon les dires d'Arthémon, en comparaison au nombre de femmes qui



Livre de *Rwanda 1994 : Les Angoisses d'Adélaïde* d'Arthémon Rurangwa est disponible en ligne sur Amazon.
Crédit photo : Courtoisie Arthémon Rurangwa.

ont été victimes de ces actes.

Bien que le livre est publié depuis novembre dernier, l'auteur n'a pas pu faire un lancement pour dévoiler son œuvre en raison des restrictions sanitaires. En attendant que *Rwanda 1994 : Les Angoisses d'Adélaïde* soit disponible sur les tablettes des libraires, le lecteur peut se le procurer sur Amazon.

Qu'est-ce que le génocide rwandais ?

Dans le documentaire de 2004 *Tuez-les tous ! (Rwanda : Histoire d'un génocide «sans importance»)*, disponible gratuitement sur YouTube, Jean-Pierre Chrétien (historien) explique que les Hutus et les Tutsis sont deux groupes ethniques différents qui ont vécu dans une certaine harmonie jusqu'au début de la colonisation européenne, soit vers la fin du 19e siècle. Avant la colonisation, les Tutsis, qui formaient une minorité, formaient une aristocratie, mais la distinction entre Tutsis et Hutus restait assez poreuse : un Hutu pouvait gravir les échelles de la hiérarchie sociale. Ce que les colons allemands et belges ont fait, selon les dires de Chrétien, c'est de donner à «ce cli-vage social une allure raciale».

En 1962, le Rwanda se défait à la fois du régime colonial belge et de la place prépondérante des Tutsis à la tête de la politique du pays. Les Hutus prennent les rênes du pouvoir sans toutefois abolir les catégories entre les deux groupes.

Les Tutsis sont dès lors menacés et doivent quitter le pays. Selon les données fournies sur le site web des Droits de la personne, vers 1965, ce sont plus de 400 000 Tutsis qui avaient fui le Rwanda. Dans les années 1980, une partie de cette population exilée s'organise et forme le Front patriotique rwandais

(FPR) pour pouvoir revenir sur leurs terres natales. Le 1er octobre 1990, le groupe attaque, mais les Hutus au pouvoir font appel aux Français pour les repousser : c'est le début d'une guerre civile qui dura 3 ans.

Bien que l'Accord de paix d'Arusha entre le gouvernement de la République rwandaise et Front patriotique rwandais est signé pour réintégrer les Tutsis dans le système politique, cette initiative n'est qu'un bluff : le gouvernement Hutu ne respecte pas ses engagements.

Les milices Hutus et la haine envers les Tutsis prennent de plus en plus d'ampleur. Le 6 avril 1994, un avion, transportant le président Haburimana et le président burundais Cyprien Ntaryamira, est abattu en plein vol. Bien que les véritables responsables de cet évènement meurtrier restent inconnus à ce jour, les deux groupes s'accusent mutuellement. Comme mentionné dans le documentaire *Tuez-les tous ! (Rwanda : Histoire d'un génocide «sans importance»)*, cet «attentat n'est pas la cause, mais le signal du génocide». D'avril 1994 à juillet 1994, soit une centaine de jours, ce sont entre 800 000 et un million de personnes qui ont été tuées.



APPEL DE CANDIDATURES POSTE D'ASSOCIÉ(E) À LA PRATIQUE DE L'ENSEIGNEMENT

La Faculté Saint-Jean sollicite des candidatures au poste d'Associé(e) à la pratique de l'enseignement pour l'année universitaire 2021-2022 avec la possibilité de renouvellement pour l'année universitaire 2022-2023. L'Associé(e) à la pratique de l'enseignement est en prêt de service de son conseil scolaire et reçoit le salaire et les bénéfices prévus par sa convention collective. Le candidat ou la candidate devra être prêt(e) à entrer dans ses nouvelles fonctions le 20 août 2021.

- Les responsabilités principales de l'Associé(e) à la pratique de l'enseignement sont les suivantes:
- superviser les stagiaires;
 - enseigner des cours liés à la pratique de l'enseignement;
 - assumer des tâches administratives liées à l'organisation et à l'évaluation des stages,
 - assumer la tâche d'agent(e) de liaison avec divers organisme du milieu éducatif.

- Les critères de sélection sont les suivants:
- avoir enseigné pendant cinq ans dans les écoles francophones ou d'immersion en Alberta;
 - avoir une expérience de travail avec des stagiaires;
 - démontrer un intérêt pour la formation des enseignants;
 - faire preuve d'une grande capacité de leadership en milieu scolaire;
 - être en mesure de travailler de manière constructive et positive avec les autres;
 - s'être impliqué(e) au sein de divers organismes tels que l'ATA, le ministère de l'Éducation ou son conseil scolaire.

Le programme de formation des enseignants à la Faculté Saint-Jean est fondé sur le développement de compétences liées aux exigences ministérielles de la province de l'Alberta. Tout individu qui soumet sa candidature pour ce poste devrait se familiariser avec la Norme de qualité de l'enseignement en Alberta (2018).

Date limite pour postuler par courriel: le 31 mars 2021 à 16h30 à rh.csj@ualberta.ca

Pour voir l'annonce complète et accéder à la trousse de dépôt de candidature visitez le site du CSJ sous l'onglet: [Emplois](#)

EDMONTON

PONT CULTURAL BRIDGE, L'ORGANISME QUI VOIT LA «COMMUNAUTÉ DANS SON ENSEMBLE»

Un désir d'ouverture et d'échanges entre les différentes communautés culturelles est à l'origine de la création de Pont Cultural Bridge (PCB) en 2017. L'organisme a tenu sa troisième édition de la remise des prix PCB Awards, le 19 décembre dernier. Une bonne occasion de présenter l'histoire de cet organisme bilingue initié par deux francophones : Mohamed Kourouma et Giscard Kodiane.

Mélodie Charest
Journaliste

Installé au Canada depuis 20 ans et en Alberta depuis 16 ans, Mohamed Kourouma ne passe pas par quatre chemins pour souligner ses intérêts. «Je suis un passionné des arts, de la culture et du sport. Je passe tout mon temps dans des activités communautaires culturelles et sportives, c'est ce qui rassemble les gens, quoi!» Ses passions qui meublent son temps libre l'ont également amené, en 2016, à obtenir un poste de coordinateur de projets au Regroupement artistique francophone de l'Alberta (RAFA).

C'est en travaillant sur un programme qui cherche des moyens pour intégrer les artistes issus de l'immigration à la scène albertaine que l'idée du PCB a commencé à germer chez monsieur Kourouma. Il n'est pas surpris de constater qu'il y a peu d'échanges entre les diverses communautés culturelles. «On avait constaté que les communautés restent entre elles. Par exemple, les Québécois restent avec les Québécois; la



L'association souhaite rapprocher les différentes communautés culturelles de la ville en organisant des activités ou en décernant des récompenses.
Crédit photo : courtoisie.

communauté de Guinée reste avec les membres de la communauté de Guinée. Personne n'allait vers personne, quoi!»

En étant immigrant, mais aussi employé dans un organisme artistique, monsieur Kourouma pouvait maintenant investir sa passion, mais aussi ses connaissances pour «faire cette connexion». L'idée de base est de «servir la communauté» et non seulement les artistes. Une vision qui diffère avec celle de l'organisme qui emploie l'homme originaire de la République de Guinée. Il décide de parler de son projet à son ami Giscard Kodiane, agent de liaison communautaire et chargé de la communication à Francophonie Albertaine Plurielle (FRAP).

Un bilinguisme assumé

Monsieur Kourouma reconnaît le support et l'aide du RAFA dans l'enracinement de l'organisme. «Le RAFA nous a facilité les choses en mettant un local et des équipements à notre disposition. C'est l'organisme qui nous a vraiment soutenus; sans le RAFA nous n'aurions pas eu cette force dont nous avions besoin pour démarrer». Il cite aussi le Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN), le Conseil de Développement économique de l'Alberta (CDÉA), Accès-Emploi, le Campus Saint-Jean, la FRAP, Radio-Cité et une foule d'autres organismes qui ont tous consenti et embrassé leur vision qui cherche à voir la «communauté dans son ensemble».

C'est d'ailleurs pour cette raison que l'organisme porte un nom bilingue. «Nous vivons au Canada qui est un pays bilingue et nous sommes des francophones dans un milieu minoritaire. Même au sein de votre entourage, vous pouvez trouver deux parents qui sont hyper francophones, mais les enfants qui sont dans les deux langues. Quand on veut bâtir quelque chose pour la communauté, il faut voir la communauté dans son ensemble. On ne peut pas vivre en Alberta en disant que nous allons vivre en vase clos en dehors des anglophones. Il faut englober tout, il faut créer ce pont. Si nous, francophones, n'embrassons pas cette dualité linguistique, nous nous ferions nous-même du tort.»

Des activités et des récompenses

C'est dans cette vision que le PCB offre plusieurs activités et programmes comme les Contes et Légendes de Chez Nous, l'Edmonton's Mini-Varioscope, l'Edmonton's Awoulaba et le Soccer en Français. Ce dernier est d'ailleurs le premier à avoir été mis en place par l'organisme. «Nous sommes les premiers à avoir fait des camps de soccer gratuits pour les enfants francophones. Par la suite, on a commencé à faire des compétitions pour rassembler les gens».

Depuis 2018, le PCB organise la remise des prix PCB Awards afin de «remercier et féliciter l'engagement communautaire; pour encourager le bénévolat et ceux qui donnent le temps pour la communauté». La remise des 7 prix s'est déroulée le samedi 19 décembre dernier, en ligne.

Le public a été invité à prendre une plus grande part de responsabilité dans le processus de nomination : «les deux années précédentes, c'est nous, les membres du PCB qui choisissons les finalistes, même si le choix final était celui d'un jury. Cette année, ça n'a pas été le cas. C'est le public qui a sélectionné, nous avons juste regardé qui recueillait le plus de votes!». Ils ont d'ailleurs été plus de 1000 personnes à voter en 2020.

Bien que l'édition 2020 vient tout juste de se terminer, Mohamed Kourouma annonce déjà que l'édition 2021 comptera deux nouveaux prix. Si les discussions avec les autres organismes se déroulent bien, un nouveau prix pour les artistes et un pour les enseignants seront décernés en décembre prochain.

Le palmarès de l'édition 2020 :

Le prix de la femme francophone de l'année a été remporté par Michelle Dion, mère de famille à Edmonton. L'équivalent masculin de ce prix, le prix de l'homme francophone de l'année a été remporté par Dicky Dikamba, directeur général CANAVUA. Le prix Adamiatou Konaté du leadership féminin de l'année a été attribué à Sonia Thibault, dentiste. Le prix du meilleur entrepreneur francophone de l'année a été accordé par le CDÉA à Éric

Mepong et son entreprise Meps Air Quality. Le public a, quant à lui, voté pour offrir le deuxième trophée de cette catégorie à Banyk Chia et son entreprise Alternative Legal Service Firm Inc. La Communauté burundaise du Canada Bureau de l'Alberta (BCCA) a décroché le prix de la communauté francophone de l'année, un prix décerné par la FRAP. Par ailleurs, la FRAP a été également gagnante d'un prix, celui de l'organisme francophone de l'année 2020.

canaf
Centre d'accueil pour nouveaux arrivants francophones

Contactez-nous :
403-532-6334
1-855-512-2623 (sans frais)
info@canaf-calgary.ca

727, 7e avenue S.O. Suite 1560
Calgary Alberta T2P 0Z5
www.canaf-calgary.ca
Retrouvez-nous sur

Avez-vous choisi de vivre à Calgary ou dans une zone rurale en Alberta ?

Le CANAF vous offre divers services d'accueil et d'établissement : informations, orientation, références à toute votre famille.

Financé par : Immigration, Refugees and Citizenship Canada / Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Dr. MARC COULOMBE
DENTIST

CANADA PLACE DENTAL

9828-101 A ave. Edmonton, AB. T5J 3C6
Phone : 780 - 424 - 6272
Fax : 780 - 424 - 9327
E mail : the_dental_studio@hotmail.com

www.edmontondentalstudio.com

CALGARY

MILLE ET UNE
SAVEURS
FRANCOPHONES

Le Canada est un pays riche de son multiculturalisme. Des nouveaux arrivants venus du monde entier participent au développement économique tout en favorisant les échanges culturels. À Calgary, trois francophones venus du Maghreb racontent leur parcours entrepreneurial en ouvrant les portes de leurs commerces, aux saveurs orientales.

Salima Bouyelli
Journaliste

Dans le palais oriental de Rani

Décoration arabesque digne des plus grands artisans, thé à la menthe et musique orientale accueillent ceux qui pénètrent dans l’antre de la Casbah. En Afrique du Nord, ce nom désigne un palais. Nous sommes chez Rani Drissi, le souverain des lieux.

«La cuisine marocaine est [d’habitude] un art qui est transmis aux femmes. Dans mon cas, c’est une cuisine traditionnelle qui est passée de mère en fils » confie Rani. Depuis Casablanca, sa ville d’origine, il est venu directement à Calgary voilà plus de trente ans. En 2004, il rentre au Maroc pour apprendre les secrets de la cuisine de ses ancêtres. De retour en 2005, il ouvre son restaurant la même année.

Ici, tout provient du Maroc, du sol au plafond en passant par

la poterie, les tables, les poufs, les miroirs ou encore les paravents. Rien n’a été laissé au hasard pour ce perfectionniste de la décoration orientale. Quatre mois d’acheminement par bateau jusqu’à Vancouver via la Belgique ont été nécessaires pour que la grotte d’Ali Baba ambulante arrive à bon port.

Un restaurant authentique, avec de la «bonne bouffe», comme il l’appelle. «Je cuisine avec ma femme, on fait toutes les variétés de tajines et de couscous avec une viande halal venue de Nouvelle-Zélande. Même les citrons confits sont faits maison», atteste-t-il.

Bouchée de viande albertaine et halal

« Au moment où on a ouvert la boucherie, l’économie à Calgary était encore correcte», affirme Abdelatif Zakari, l’un des trois associés de la boucherie City Meat and Sausages Calgary. Pourtant il l’assure, leur établissement attire de plus en plus de clients.

Leur aventure commence il y a trois ans. À l’époque, Abdelatif Zakari, et Abdellatif Errachdi, «un ami» originaire de Fès au Maroc, viennent d’obtenir leur certificat en boucherie à Olds College, au nord de la ville. Ils ont opté pour une formation accélérée de 7 mois pour concrétiser immédiatement leur projet.



City Meat & Sausages : Abdellatif Errachdi servant la clientèle. Crédit photo: Salima Bouyelli.

Avec le frère du premier d’entre eux, ils s’unissent pour ouvrir leur propre commerce dans le quartier Sunridge de Calgary.

Les trois entrepreneurs fabriquent eux mêmes merguez, salami et pepperoni. Leur viande sans conservateur, ni OGM, certifiée halal -car l’animal est égorgée dans un abattoir par une personne de confession musulmane- provient de Lethbridge ou de Brooks. Elle fait le bonheur de la communauté musulmane nord-africaine, pakistanaise ou bengali.

Un savoir faire boulanger

Le gérant de Sweet Wheat Bakery se dit autodidacte. «J’ai appris sur le tas le métier de pâtissier» raconte Salah Ferah. Avec dextérité et finesse, il maîtrise et alterne les spécialités françaises et algériennes. «C’était comme un hobby au départ, ensuite je l’ai développé comme business car j’aime la pâtisserie», raconte cet ancien étudiant en technologie.

Après quelques temps passés au Québec dans les années 1980 puis Vancouver dans les années 2000, Salah Ferah déménage au Canada en 2011. Après cinq ans de bons et loyaux services chez Parmalat, manufacture de produits laitiers à Calgary, il décide de lancer son affaire en rapport avec sa passion.

«Je fabrique les pâtes feuilletées et les crèmes dans mon magasin, tout est fait maison». Pendant le mois sacré du Ramadhan la boutique varie les saveurs : les mille-feuilles, éclairs ou tartelettes laissent place aux baklawas, kalb louz ou ktayef, des douceurs aussi melleuses les unes que les autres.

«Ici ce n’est pas des pâtisseries industrielles. Chez Sweet Wheat Bakery, tout est fait à la main: les sauces, les pâtes, les sandwiches, on prend le temps de faire quelque chose de bien, on cherche la qualité et pas la quantité, c’est de la vraie pâtisserie» insiste quant à lui Redouane Zirmi, employé et ami de Salah.

Redouane n’est pas nouveau dans le métier. Arrivé en 1996 à

Montréal, il était déjà diplômé de l’institut d’Alger en boulangerie pâtisserie viennoiserie. Il avait ensuite «fait un stage en français en Algérie, car c’était la deuxième langue du pays», raconte-t-il.

Même si les trois entrepreneurs francophones affirment travailler pour servir la com-

munauté maghrébine, ils sont fiers de mentionner que leur clientèle se compose aussi de canadiens, colombiens ou de français qui «adorent les



Redouane Zermi, le pâtissier de la boutique Sweet Wheat Bakery. Crédit photo: Salima Bouyelli.



Salah Ferah présentant ses pâtisseries maisons. Crédit photo: Salima Bouyelli.



Rani Drissi, propriétaire du restaurant Cabash. Crédit photo: Salima Bouyelli.

PROVINCIAL

2021, UNE ANNÉE À RISQUE POUR LES ENTREPRENEURS

«L'année 2020 a été difficile», explique Joris Desmares-Decaux, le Directeur au Développement économique et Services aux entreprises du CDÉA. Si l'état des lieux qu'il fait concernant les petites et moyennes entreprises est réaliste, il existe aussi des initiatives qui pourraient laisser entrevoir quelques espoirs pour 2021.

Arnaud Barbet
Journaliste

Il continue sur un ton solennel à évoquer la gravité de la situation. «On aurait pu penser qu'en 2021 avec le vaccin, tout allait s'arranger. Aujourd'hui, on se rend bien compte qu'il va falloir s'accrocher encore plus.»

Selon lui, les perdants sont ceux qui n'ont pas pu s'adapter ou qui ont été trop réactifs en fermant boutique tout de suite devant les décisions gouvernementales. «Les restaurateurs ont reçu un gros coup sur la tête! S'ils ont su réagir avec la vente à emporter, ils survivent, sinon ils ferment.» Il cite aussi les entreprises liées à l'événementiel, le tourisme, et toutes ces petites entreprises aux services de la clientèle qui ont leur loyer à payer sans pouvoir recevoir le public.

Les «gagnants», indique-t-il avec une petite réserve sont ceux qui évoluent dans le numérique, en offrant par exemple des services de marketing en ligne. Malgré un constat alarmant, Joris Desmares-Decaux sait que dans la difficulté, les entrepreneurs trouvent des ressources et des idées pour se relever.

«On a vu des idées fleurir, comme la vente de cartes-cadeaux pour l'après, le regroupement de commerçants pour vendre leurs produits en ligne et bien d'autres». Il ajoute d'ailleurs que les sollicitations envers le Centre de Développement économique de l'Alberta (CDÉA) pour accompagner notamment les entrepreneurs vers un autre modèle d'affaires sont très nombreuses.

Le CDÉA s'est d'ailleurs doté de nouveaux outils pour ses entrepreneurs. «Nous travaillons aujourd'hui avec le programme GrowthWheel pour donner des outils efficaces à ceux qui en ont besoin, et nous offrons le Programme Résilient, avec la Clinique d'accompagnement entrepreneurial du Québec pour ceux qui veulent créer ou s'adapter à cette nouvelle réalité économique», conclut Joris Desmares-Decaux.

«Pour s'en sortir, il faut avoir les reins solides»

C'est en résumé les mots de Khisrow Sadid, ce francophone d'origine afghane qui a développé avec son frère une entreprise familiale basée au Québec. «Nous sommes arrivés en Alberta pour développer les restaurants EggsOasis Breakfast & Lunch. Aujourd'hui, avec deux établissements, nous

sommes dans l'incertitude».

Frais fixes, masse salariale, il est conscient des responsabilités qui lui incombent et n'oublie pas que les familles de ses employés «dépendent de lui». Plutôt que d'insister sur les défis incroyables auxquels il a fait face en 2020, il préfère évoquer ces petits moments de bonheur qu'il a pu offrir à sa communauté.

Responsable du restaurant d'Airdrie, il a été, par deux fois, obligé de remettre la réouverture de l'établissement. Les «frigos» pleins, il a préféré voir sa communauté en profiter. «Nous avons distribué gratuitement 500 repas à chaque fois afin d'éviter de gâcher la nourriture», dit-il, soulagé et ému du bonheur qu'il a pu voir dans les yeux de ceux qui en ont profité.

Privilegié devant sa situation financière, Khisrow semble tout de même inquiet pour l'avenir et admet qu'il ne faudrait pas que cela dure encore trop longtemps. «Aujourd'hui, nous restons ouverts les fins de semaine pour être sûrs que l'on ne nous oublie pas. Nous avons été obligés de nous séparer de quasiment tous nos employés», un crève-cœur pour ce jeune patron.

Quant à l'avenir, il se persuade : «nous travaillons aujourd'hui sur un nouveau menu afin de mieux répondre aux nouvelles habitudes de consommation liées à la fermeture des salles à manger».

Reconnaissant des aides fédérales dont ses employés peuvent bénéficier, il «se garde une petite réserve» sur l'implication du gouvernement provincial. Finalement, il s'ennuie beaucoup de sa clientèle, «on est impatient de les recevoir à nouveau!»

Des commerçants qui s'unissent pour être sur la Toile

Contacté en fin de semaine, Jean Johnson, le Directeur général du Quartier Francophone d'Edmonton, ne décolère pas. «Nous avons perdu 20 % de nos commerçants en 2020!»

Il énonce pêle-mêle les restrictions dues au manque de civisme de certains vis-à-vis des gestes barrières à appliquer en temps de pandémie, et écorche aussi le gouvernement provincial pour sa gestion de crise et son manque de soutien aux PME.

Attristé par la situation générale, il n'en oublie pas sa mission. «La pandémie est toujours là, il fallait que nous trouvions une solution pour impliquer tous ces petits commerces qui depuis des semaines sont en grande difficulté», déclare-t-il.

Insistant sur les habitudes de consommations «d'avant», il essaie de voir «l'après». «Aujourd'hui que les lieux de vente ne sont presque plus accessibles, il faut trouver des solutions hy-

brides et donner les moyens aux petites entreprises de se développer sur le web», explique-t-il.

C'est ainsi qu'un projet de plateforme coopérative de vente a germé pendant de longs mois et a vu le jour en décembre dernier. Enthousiaste, il espère rejoindre tout le monde. «Nous étions bien évidemment inquiets pour nos commerces francophones, mais nous nous sommes rendu compte que ce projet retient l'attention de tous.» Des commerces qui n'ont pas forcément les moyens humains ou financiers d'investir aujourd'hui dans le web.

Il cible bien évidemment l'achat local, tout en insistant sur la possibilité d'être livré par Postes Canada. «Nous espérons accueillir des marchands de toute la province et offrir une opportunité à chaque consommateur de connaître ce qui se fait à côté de chez lui».

Une vitrine à moindre coût, puisque le Quartier Francophone d'Edmonton offre cette année l'abonnement gratuit à tous ceux qui veulent rejoindre cette belle initiative.



Joris Desmares-Decaux, le Directeur au Développement économique et Services aux entreprises du CDÉA. Crédit photo : courtoisie Joris Desmares-Decaux - CDÉA

Information supplémentaire

CDÉA : <https://lecdea.ca>

EggsOasis Airdrie : <https://www.eggsoasis.com>

Le FrancoMarket (Quartier Francophone) : info@frenchquarterredmonton.ca
<https://francomarket.ca/fr/>



Agence d'évaluation
d'impact du Canada

Impact Assessment
Agency of Canada

Projet d'agrandissement des cavernes de stockage de sel d'ATCO Période de consultation publique

Que se passe-t-il?

Le 25 janvier 2021 — L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (l'Agence) a accepté une description initiale du projet pour le projet d'agrandissement des cavernes de stockage de sel d'ATCO, situé près de Fort Saskatchewan, en Alberta.

L'Agence invite le public et les groupes autochtones à examiner le résumé de la description initiale du projet et à formuler des commentaires sur le projet. Les commentaires reçus appuieront l'Agence dans la préparation d'un sommaire des questions. Dès qu'elle aura accompli ce travail, l'Agence présentera le sommaire des questions au promoteur.

L'Agence est consciente qu'il est plus difficile de mobiliser le public de manière significative et de mener des consultations auprès des Autochtones compte tenu des circonstances découlant de la COVID-19. L'Agence continue d'évaluer la situation, d'ajuster les activités de consultation et d'offrir la flexibilité nécessaire afin de donner la priorité à la santé et à la sécurité de tous les Canadiens et consulter les groupes concernés de manière significative.

Comment puis-je participer?

Les commentaires peuvent être présentés en ligne en visitant la page d'accueil du projet, sur le Registre canadien d'évaluation d'impact (numéro de référence 81297). Tous les commentaires reçus seront publiés en ligne dans le cadre du dossier de projet. Le résumé de la description initiale du projet est aussi disponible sur le Registre.

Les commentaires écrits dans l'une ou l'autre des langues officielles seront acceptés **jusqu'au 16 février 2021**.

Pour en savoir plus sur le projet, le processus d'examen et les autres moyens de présenter des commentaires, consultez le site Web de l'Agence à canada.ca/aeic.

Sessions d'information virtuelles

L'Agence invite le public et les groupes autochtones à assister à une session d'information virtuelle en vue d'en apprendre davantage sur le projet et sur le processus d'évaluation d'impact. L'Agence expliquera également aux participants la façon dont ils peuvent soumettre des commentaires sur le résumé de la description initiale du projet.

Le 8 février 2021, de 14 h à 15 h HNC (session 1)
Le 9 février 2021, de 18 h à 19 h HNC (session 2)

Pour obtenir plus de renseignements sur la manière de participer aux sessions d'information virtuelles, veuillez contacter l'Agence à l'adresse IAAC.SaltCavern-CavernesSel.AEIC@canada.ca.

Y aura-t-il d'autres possibilités de participation?

Il s'agit de la première période de consultation fédérale pour ce projet. Si l'Agence détermine qu'une évaluation d'impact fédérale est requise, il y aura plusieurs autres possibilités de participation du public et des groupes autochtones dans le cadre de ce projet tout au long du processus d'évaluation d'impact.

Restez à l'affût en suivant l'Agence sur Twitter : @AEIC_IAAC #ATCOEnergy #CavernesDeStockage

Quel est le projet proposé?

ATCO Energy Solutions Ltd. propose d'agrandir son installation actuelle de stockage dans des cavernes de sel dans le comté de Strathcona, qui est située à environ 14 kilomètres au nord-est de Fort Saskatchewan, dans le cœur industriel de l'Alberta. Tel qu'il est proposé, le projet d'agrandissement des cavernes de stockage de sel d'ATCO augmenterait la capacité de stockage de l'installation d'environ 400 000 m³ en ajoutant quatre cavernes de sel souterraines pour le stockage de l'éthylène, du propane, du butane et du condensat (liquides de gaz naturel). Toutes les activités du projet, y compris la construction d'une installation de manutention des produits en surface et d'un bassin de saumure, se dérouleraient sur un terrain privé appartenant au promoteur.

Pour de plus amples renseignements sur les politiques de l'Agence en matière de protection de la vie privée, veuillez consulter l'avis de confidentialité sur le site Web de l'Agence à canada.ca/aeic.

PUBLIREPORTAGE

JOEL BAILLARGEON,
OPTOMÉTRISTE DE LA BONNE
HUMEUR

Cet Edmontonien, Franco-Albertain, n’est pas peu fier d’avoir pu faire une partie de son cursus universitaire au Campus Saint-Jean, et servir aujourd’hui la communauté francophone de la ville. Optométriste depuis quelques années, il transmet la vue, la joie et le bilinguisme à ses patients.

Arnaud Barbet
Publireportage CDÉA

«Dr Joel», comme aime l’appeler sa clientèle, souligne-t-il, vient d’une lignée de francophones voués à la cause. «Mes grands-parents se sont toujours battus pour la francophonie en milieu minoritaire, mes parents m’ont envoyé à l’école francophone puis au Campus Saint-Jean pour mon baccalauréat en biologie.» Il n’oubliera jamais cette expérience unique et la diversité culturelle qui existe dans cet établissement.

En 2019, il obtient son diplôme d’optométriste avec les honneurs de l’Université du Pacifique en Oregon. Une aventure qui l’a amené à faire du bénévolat dans la ville de Saint-Louis au Sénégal avec d’autres étudiants canadiens. «Cela a été l’une de mes plus belles expériences, mais aussi celle qui te fait réaliser qu’on est chanceux

en Amérique du Nord», dit-il avec beaucoup d’empathie.

En plus du grand nombre d’exams gratuits de la vue qu’ils ont offert à une population démunie, il se remémore une rencontre bouleversante. «Nous avons croisé un jeune garçon, aveugle, victime de la cataracte. Son père était décédé. Il était donc impossible pour lui d’aller travailler sur les bateaux de pêche et donc de ramener de l’argent à sa famille. Tous ensemble, nous avons décidé de financer sa chirurgie pour lui rendre la vue.» Il avoue que ce garçon aujourd’hui guéri, reste à jamais gravé dans son esprit et lui rappelle pourquoi il fait ce métier.

Né optométriste ?
Pas tout à fait, mais presque !

Dr Joel, «sans le tréma pour simplifier», n’est pas devenu optométriste par hasard. Il s’amuse de cette première rencontre avec cet objet si particulier. «C’était ma rentrée en 5e année. J’avais teint mes cheveux et je suis allé voir cet optométriste, le Dr McCormack». Il en ressort quelques minutes après, une paire de lunettes sur le nez, sans vraiment croire les paroles de celui qui deviendra son mentor.

«J’étais dans le brouillard, il

m’a dit que je verrais les feuilles sur les arbres», raconte-t-il. Il essaie les lunettes, sans conviction, puis sort à l’extérieur. Et là, «waouh ! Il m’a fait clairvoyant.» Sauf que ses camarades de classe ne l’ont pas reconnu.

Plus tard, en 11e année, le Dr McCormack lui met «la puce à l’oreille». «Dr. Joel» voulait travailler en santé, sans trop savoir quoi faire. Son grand-père, lorsqu’il était alité l’appelait tendrement «Dr. Jo». Son petit frère, lui, avait une condition aux yeux ; de quoi réfléchir à l’avenir.

«Nous avons discuté ensemble pendant deux bonnes heures, cela a été le déclic.» Aujourd’hui, il prend son rôle très au sérieux, même si un grand nombre viennent le voir en espérant rire un peu.

La vision, le sourire, mais aussi la crainte

Pour lui, l’humour est une «échappatoire nécessaire». Pour lui, cela se résume à tous les clichés, la joie, l’amour de la vie, de rire, de sourire, d’avoir du fun. Il avoue en riant que la plupart de ses patients savent que ses blagues ne sont pas toujours bonnes, mais c’est «la quantité qui compte».

«Pas loin d’être clown» pendant toute sa scolarité, aujourd’hui il espère que cet humour rassure sa clientèle. «La société est pas mal déprimante, avec la COVID encore plus», déclare-t-il, alors si ses patients peuvent quitter la clinique avec une meilleure vue et le sourire, «c’est gagné !»

Il insiste sur l’attitude, «2021 ne peut pas être pire que 2020. On travaille pour offrir une vision parfaite, mais cela a été le flou total. Il faut rester positif et enthousiaste !» Conscient des difficultés et des peurs de chacun, il insiste sur le protocole sanitaire dans lequel il évolue tout en essayant de rassurer ses patients.

«En moyenne, au quotidien, c’est une demi-douzaine de patients qui annulent leur rendez-vous. La plupart sont de jeunes fa-



Joel Baillargeon ne perd pas une occasion de partager sa joie avec ses clients. Photo : courtoisie Joel Baillargeon.

milles ou des aîné.es», résume-t-il. Malheureusement, inquiet, il tire la sonnette d’alarme, «certaines maladies comme le glaucome ou la dégénérescence maculaire progressent sans attendre la fin de la COVID.»

Défis et bilinguisme

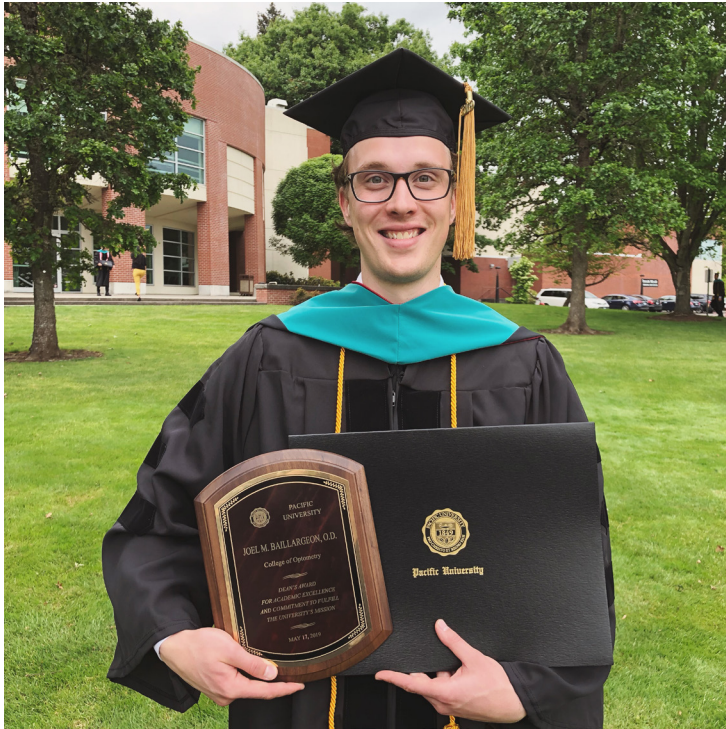
À chaque jour suffit sa peine pour Joel Baillargeon. «Aujourd’hui, je travaille dans de très bonnes conditions, avec une belle équipe, sans le stress d’être propriétaire de ma clinique», raconte-t-il tout en ajoutant qu’il peut ainsi vivre une certaine sérénité avec ses patients.

Pour lui, «l’important, c’est d’offrir le bon diagnostic, le bon traitement. J’espère être chaleureux, ouvert aux besoins de mes clients, en toute humilité». Lorsqu’il évoque la reconnaissance, il ne voit que le sourire de ces clients, ou des jeunes qui, comme lui, s’intéressent au métier après leur première visite.

Et lorsqu’il mentionne à nouveau la francophonie, il explique cette anecdote avec humour, tout en évoquant l’environnement minoritaire dans lequel il évolue, ici, à Edmonton.

«Comme chaque semaine, j’ai de nouveaux clients francophones. Cette fois-ci, c’était une gentille dame. On débute en anglais puis, après avoir reconnu un petit accent familial, je lui demande si elle préfère faire son examen en français. C’était tellement drôle et beau de voir son visage s’éclairer de satisfaction !»

Finalement, dans le souci de répondre au plus grand nombre, Dr Joel, est très heureux d’accueillir ses patients dans les deux langues officielles, mais aussi en espagnol. Un bel exemple de multiculturalisme.



Joel Baillargeon, lors de sa remise de diplôme en 2019, à l’Université du Pacifique en Oregon. Photo : courtoisie Joel Baillargeon.

Information supplémentaire

McKormack Optometric Center : <https://www.moc.vision>

Tel: (780) 444-0258 | Toll Free (877) 885-0258

6245-199 St. N.W. Edmonton AB T5T 2P4

COÉA

Conseil de développement économique de l'Alberta

SOUTIEN AUX ENTREPRENEURS

L'essor de votre avenir

Visitez notre site web pour bénéficier de nos services.

LECDEA.CA

OPINION

LA CAMPAGNE DE DÉSINFORMATION DE GÉANT DU WEB

L'automne dernier, les médias d'information écrits de partout à l'échelle du Canada ont fait front commun pour presser le gouvernement fédéral — et tous les députés à la Chambre des communes — à se joindre aux démocraties du monde entier pour lutter contre la dominance de Google et de Facebook.

John Hinds

Président et directeur général
Médias d'Info Canada
Francis Sonier
Président
Association de la presse francophone

Médias d'Info Canada, le plus important représentant de l'industrie des médias imprimés et numériques du Canada, a ainsi proposé, dans un rapport intitulé «Niveler les règles du jeu en matière de numérique», une série d'actions pour contrer les pratiques monopolistiques de ces géants étrangers du web qui privent nos journaux d'importants revenus nécessaires au financement du vrai journalisme.

Depuis, Google et Facebook, déjà dans l'eau chaude avec le problème de diffusion de désinformation sur leur plateforme, ont répliqué en produisant eux-mêmes de la désinformation.

Les omissions trompeuses de Google

La plus récente illustration se trouve dans une lettre que Google a fait parvenir à l'ensemble des députés fédéraux dans le cadre d'une dispendieuse campagne de lobbying mondiale. Alors que l'entreprise américaine cherche à combattre toutes restrictions visant sa richesse et son pouvoir, sa missive comporte des déclarations et des revendications qui en disent long, tant sur ce qu'elles omettent de mentionner que sur ce qu'elles avancent.

Contrairement aux dires de Google qui indique que «tous les édi-

teurs ne sont pas d'accord avec Médias d'Info Canada», nous tenons à souligner que tous les éditeurs de publications d'informations quotidiennes, régionales, communautaires, ethnoculturelles et de langues officielles en situation minoritaire, réunissant plus de 90 % du lectorat des médias d'information au Canada, abondent dans le même sens.

Google prétend ne pas avoir provoqué «la perturbation du modèle économique des journaux», suggérant avec dédain que les médias traditionnels ne sont pas restés à l'affût des nouvelles technologies. C'est faux. La majorité des éditeurs de journaux canadiens ont été à l'avant-garde des nouvelles technologies en proposant rapidement à leurs lecteurs des produits adaptés aux différentes plateformes numériques disponibles sur le marché. Qui plus est, la vampirisation des revenus publicitaires par Google et Facebook a contribué directement à ralentir et même paralyser la transition numérique des plus petits journaux.

Google affirme également qu'elle «ne fait pas de revenus significatifs avec les nouvelles». Pour une entreprise qui a engrangé plus de 200 milliards de dollars canadiens de revenus en 2019, nous vous laissons le soin de déterminer ce qui constitue des «revenus significatifs».

Elle ne reconnaît pas non plus qu'elle et Facebook recueillent ensemble 80 % de tous les revenus publicitaires en ligne au Canada.

Dans sa lettre, les omissions de Google sont délibérées, et délibérément trompeuses. Par exemple, Google écrit qu'elle «ne fixe pas les prix des annonces... (ceux-ci) sont déterminés par des enchères en temps réel». Dans les faits, s'appuyant sur sa domination en tant que moteur de re-

cherche, Google utilise sa taille, sa richesse et sa mainmise sur le marché pour contrôler toutes les étapes de l'achat et de la vente de publicité numérique et ainsi assurer sa part du lion.

Depuis 2001, Google a acquis de manière agressive des entreprises de technologie de publicité numérique qui représentaient une menace. Aujourd'hui, la technologie de Google propulse les systèmes publicitaires utilisés pour afficher des annonces sur les sites web des éditeurs, pour proposer ces placements publicitaires au marché pour achat (enchères), pour faire des offres sur le placement d'annonces, pour cibler les consommateurs et pour suivre les performances des annonces.

Google est l'enchère, le commissaire-priseur, le produit, l'acheteur et le vendeur.

Mettre fin aux abus de pouvoir

Le rejet des abus de pouvoir de Google se manifeste de plus en plus au sein des démocraties à travers le monde. L'alarme que nous avons sonnée dans notre rapport trouve d'ailleurs écho dans des rapports récents du Sénat américain et de la Chambre des lords britannique.

L'Australie est également à mettre en place des mesures concrètes pour assurer l'existence d'un marché en ligne équitable pour les médias de ce pays.

En raison de la similitude de nos systèmes juridiques et politiques fédéraux, nous considérons que l'approche australienne devrait être adoptée par le gouvernement du Canada. C'est d'ailleurs la principale recommandation de notre rapport. Elle ne nécessite aucun financement public, aucune nouvelle taxe, ni aucun frais d'utilisation pour les consommateurs.

Pour ce faire, nos députés doivent rapidement prendre leurs responsabilités pour protéger les Canadiens et les entreprises d'ici contre les pratiques prédatrices et destructrices de ce puissant monopole et ainsi garantir une concurrence juste.

Des intérêts aussi puissants que Google et Facebook ne permettront pas que cela se fasse sans bataille. À la lumière de leur comportement dans d'autres juridictions, comme en Australie et en Europe, on peut s'attendre à ce que le lobbyisme sauvage et les menaces directes suivent.

À titre d'éditeurs de presse du Canada, nous continuerons à défendre les intérêts des nou-

velles locales et des communautés que nous desservons. Nous continuerons à nous battre pour celles et ceux qui travaillent dans les salles de rédaction d'ici. De vrais journalistes qui rapportent de vraies nouvelles et utilisent des moyens nouveaux et innovants pour communiquer avec leurs lecteurs.

Aux députés fédéraux de tous les partis, de toutes les circonscriptions du Canada, nous espérons pouvoir compter sur votre appui afin d'adopter les mesures législatives proposées par notre regroupement.

Notre Expérience. Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris le droit des affaires, le droit d'immigration et le droit de la famille.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata •
Justin E. Kingston • Céline G. Bégin • Patrick W. Coones

2401 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, Alberta T5J 2Z1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin

B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.I.
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire



Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

L'ÉQUIPE

SIMON-PIERRE POULIN | DIRECTEUR | DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA

GEOFFREY GAYE | RÉDACTEUR EN CHEF | REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

PUBLICITÉ | MARKETING@LEFRANCO.AB.CA

SARAH THERRIEN | RESPONSABLE COMMUNICATION / MARKETING ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

VALÉRIANE DUMONT | ADJOINTE ADMINISTRATIVE ET MARKETING | RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

MÉLODIE CHAREST | JOURNALISTE | JOURNALISTE@LEFRANCO.AB.CA

GABRIELLE BEAUPRÉ | JOURNALISTE | REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA

CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS

ARNAUD BARBET | SALIMA BOUYELLI

Le Franco est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes agates marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes : Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire. L'auteur doit être identifiable.

Annonces : Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs : N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca



Lignes Agates Marketing



FIER MEMBRE

CentralWeb

Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

Canada

D'ici ou de loin, nous sommes là pour vous

Que vous soyez un élève intéressé au CCA, un étudiant actuel ou un diplômé, l'équipe du Centre collégial de l'Alberta demeure à votre disposition et vous offre un appui personnalisé. Que ce soit pour en apprendre davantage sur nos programmes ou pour connaître notre offre de services, veuillez nous contacter à cca.admissions@ualberta.ca.

www.centrecollegialalberta.ca



UNIVERSITY OF ALBERTA
CAMPUS SAINT-JEAN
Centre collégial de l'Alberta

Formation continue

Développement professionnel

Pour les individus et les organismes

Appui à l'inscription aux cours

Appui à l'inscription aux cours

Développement de votre feuille de route personnalisée

Programme d'anglais langue seconde

Services technologiques

Bourses d'entrée de 1000 \$

Bourses d'études postsecondaires en français langue seconde

Bourses de performance

Placements pour les stages

Orientation des nouveaux étudiants

Conseillers académiques

Comment déposer une demande d'admission?

Les directives personnelles... c'est quoi?



Vidéo humoristique et période de questions avec un(e) avocat(e)

DISTRIBUTION
Isabelle Déchène Guay
Gilles Denis
André Roy

TEXTE
France Levasseur-Ouimet

VIDÉO
Pierre Fagnan

CHOISISSEZ L'UN DES TROIS WEBINAIRES
Jeudi 25 février à 10 h
Vendredi 5 mars à 10 h
Vendredi 19 mars à 10 h

Inscrivez-vous à projet@fafalta.ca
780-465-8965

OPINION

LES MÉDECINS ET INFIRMIÈRES NE SONT PAS LES SEULS À DEVOIR ÊTRE VACCINÉS

Nos pages sont les vôtres. Le Franco souhaite donner la possibilité à nos lecteurs de s'exprimer dans ces pages. Cette semaine, Irving Gold affirme que es médecins et les infirmières ne sont pas les seuls travailleurs de la santé de première ligne à vacciner en priorité.

Irving Gold
Directeur de l'Association canadienne des technologues en radiation médicale.

Les gouvernements du pays ont annoncé les groupes qui feraient partie de la première ronde de vaccination. Dans la plupart des provinces, ces groupes prioritaires incluent les travailleurs de la santé de première ligne, dont ceux qui travaillent dans les hôpitaux, les cliniques et les établissements de soins de longue durée. C'est tout à fait normal.

Si les médias utilisent fréquemment le terme «médecins et infirmières» comme raccourci pour désigner l'ensemble des travailleurs de la santé, bien d'autres professionnels risquent leur vie quotidiennement en première ligne. Les mettra-t-on de nouveau à l'écart, comme on l'a fait lors de la pénurie d'équipement de protection individuel (EPI) le printemps dernier?

Lorsque la COVID-19 s'est installée au Canada au printemps, l'Association canadienne des technologues en radiation médicale pour laquelle je travaille a commencé à recevoir des appels et des courriels de ses membres. Ces derniers rapportaient être tenus de côtoyer de près des patients ayant un diagnostic confirmé ou soupçonné de COVID-19, et ce, même s'ils ne portaient pas d'EPI adéquat. Et il ne s'agissait pas de cas isolés.

À la suite d'un court sondage auprès de nos membres, nous avons constaté que plus du tiers des technologues en radiation médicale (TRM) n'avaient pas accès à un EPI adéquat et que la majorité d'entre eux estimaient avoir un accès inférieur à l'EPI que les autres travailleurs de la santé de leur établissement.

Nous craignons que cette situation se reproduise en ce qui concerne l'accès prioritaire à la vaccination.

Les TRM sont des travailleurs de la santé de première ligne.

Ils sont chargés de produire des images médicales vitales et d'administrer des traitements de radiothérapie essentiels. Au moment d'accomplir ces tâches, un grand nombre d'entre eux sont en contact direct avec des patients atteints de la COVID-19 dans les salles d'urgence ou les services d'imagerie médicale. Les TRM côtoient également des groupes de patients vulnérables, dont le risque de complications est élevé en cas d'infection à la COVID-19. Ils n'ont pas le loisir de maintenir la distanciation physique de deux mètres recommandée.

Malheureusement, on connaît très mal les TRM et leur travail. Peu de patients savent ce que font les personnes chargées de leur examen d'imagerie médicale ou de leur radiothérapie. Si ce manque de connaissance est regrettable, mais compréhensible chez le grand public, il est bien plus préoccupant chez les décideurs des gouvernements et des établissements de santé, car il entraîne des conséquences très réelles et inacceptables.

Un processus décisionnel équitable et juste doit être mis en place pour sélectionner les travailleurs de la santé à vacciner lors des premières rondes. Si le terme «première ligne» doit servir de critère, il faut prendre en considération la quantité de contacts avec des patients atteints de COVID-19 ou les populations à risque, et non le pouvoir et l'influence d'une association professionnelle ou d'un syndicat et sa capacité à mobiliser les ressources nécessaires pour faire du lobbying.

Les TRM ne sont pas plus importants que les autres professionnels de la santé, mais ils le sont tout autant. Tous les travailleurs en contact étroit et direct avec des patients ayant un diagnostic confirmé ou soupçonné de COVID-19 doivent avoir un accès prioritaire à la vaccination, et ce, peu importe leur profession.

PROVINCIAL

L'ALBERTA SERA A COURT DE 63 000 VACCINS D'ICI FIN MARS

Des délais importants dans la distribution du vaccin Pfizer retardent la distribution dans la province.

Hélène Lequitte
Initiative de journalisme local, Le Devoir

L'Alberta a reçu une mauvaise nouvelle dans sa lutte contre la COVID-19. Près de 63 000 doses du vaccin Pfizer ne pourront être distribuées comme il était initialement prévu au courant du prochain trimestre.

«Pour la troisième fois ce mois-ci, le gouvernement fédéral nous a laissés savoir par des voies bureaucratiques que la quantité de vaccins Pfizer de l'Alberta sera encore une fois réduite», a expliqué lors de son point presse, jeudi, le ministre de la Santé, Tyler Shandro.

Cette annonce ne réjouit pas les représentants du gouvernement albertain, mais elle ne fait que confirmer ce qu'annonçait le major général Dany Fortin, responsable de l'aide apportée au gouvernement fédéral dans la planification de la distribution du vaccin.

Le 15 janvier, il avait expliqué que Pfizer avait l'intention de réduire ses livraisons vers le Canada d'environ 50 % dans le courant des quatre prochaines semaines.

À l'époque, le ministre Shandro n'avait pas caché son inquiétude sur les potentiels effets collatéraux d'une telle nouvelle en Alberta. «Je suis extrêmement préoccupé par l'annonce selon laquelle Pfizer réduit encore davantage la quantité de vaccins contre la COVID-19 livrés au Canada depuis son usine située en Belgique. Aucune dose ne sera livrée la semaine prochaine et d'autres réductions sont prévues dans les deux semaines qui suivront», avait-il déclaré.

Au fil des semaines, ses inquiétudes se sont confirmées.

Début janvier, le gouvernement fédéral annonçait que la quantité de vaccins pour l'Alberta serait réduite dans une proportion pouvant aller de 20 % à 80 %. «Nous avons découvert que l'Alberta ne recevrait en fait aucun vaccin au cours de la dernière semaine de janvier. Dans le même temps, le gouvernement fédéral nous a assuré que nous recevions les 468 000 doses promises à l'Alberta avant la fin du mois de mars. Les réductions temporaires devaient être compensées pour le reste du premier trimestre», résume le ministre.

Cet arrêt soudain vient freiner le processus de vaccination déjà engagé dans la province. Depuis le 18 janvier, près de 92 315 doses ont déjà été administrées en Alberta.

En dépit des délais, Justin Trudeau lui avait assuré que tous les Canadiens qui le souhaitent seraient vaccinés d'ici la fin du mois de septembre. Tyler Shandro continue de blâmer Ottawa pour les retards. «Le gouvernement fédéral laisse tomber la population canadienne. C'est une situation sinistre qui semble s'aggraver chaque semaine», a-t-il déclaré.

En attendant, le gouvernement albertain a décidé de se concentrer sur la livraison des deuxièmes doses auprès des personnes déjà vaccinées. Tous les nouveaux rendez-vous des professionnels de la santé éligibles à la vaccination pour la première dose sont déjà reportés. Certains rendez-vous pour les deuxièmes doses devront également être remis au cours des prochaines semaines.

En date de vendredi 29 janvier, l'Alberta enregistrait 8041 cas actifs : 591 personnes sont hospitalisées, dont 112 en soins intensifs. Plus de 12 000 tests ont été réalisés.

Plus de 1600 Albertains sont morts de la COVID-19.



Notre engagement à votre endroit

Pendant que le monde continue d'évoluer, nous poursuivons le même objectif et restons fidèles à notre engagement : contribuer à assurer la pérennité du Régime de pensions du Canada pour les prochaines générations. Au cours des deux dernières décennies, notre stratégie de gestion active nous a permis de bâtir un portefeuille largement diversifié et résilient conçu pour résister aux turbulences du marché et générer des rendements à long terme. La viabilité de la caisse du RPC n'est pas remise en question.

Pour une mise à jour sur la santé de la caisse du RPC, consultez le site investissementsrpc.com.

Our commitment to you

As the world continues to change, our commitment and focus remains the same – helping to ensure the Canada Pension Plan Fund is there for generations to come. Over the past two decades our active management strategy has allowed us to build a widely diversified and resilient portfolio, designed to weather market turmoil and generate long-term returns. The sustainability of the CPP Fund remains secure.

For an update on the health of the CPP Fund, visit cppinvestments.com.

CPP Investments | Investissements RPC

ERRATUM

Contrairement à ce qui était indiqué dans le texte d'opinion de Réjean Beaulieu de la semaine dernière, le groupe d'universitaires et d'entrepreneurs Tech qui composent le conseil consultatif de l'application ALERT COVID s'est bien réuni depuis mi-novembre : trois fois en décembre.

ERRATUM

Dans l'édition du 21 janvier, nous indiquons que le nom d'un des créateurs du podcast Les Franco oublié.e.s est Ahdithya Visweswaran. Il s'agit en fait de Ahdithya Visweswaran.

arts on the ave présente

Deep Freeze

A Byzantine Winter Fête
Une Fête D'Hiver Byzantine

Du 5 au 14 février

DeepFreezeFest.ca *Le violon et les fables*

APPUYÉ
PAR VOS DONS
N'HÉSITEZ PAS À PAYER
CE QUE VOUS POUVEZ



**8 Emplacements Extérieurs
Dans Des Parcs !**

Alberta Avenue * Parkdale/Cromdale
Eastwood * Westwood * Spruce Avenue
Delton * Elmwood Park * Borden Park

SCULPTURES DE GLACE

CONTES

JEUX DE LUMIÈRES

ATELIERS VIRTUELS

ET ENCORE PLUS

Restez à l'écoute !



#DeepFreezeYEG



Canadian
Heritage

Patrimoine
canadien



CORUS.

6301CHED

Global News > RADIO
880 Edmonton

CISN
COUNTRY
103.9

Global
EDMONTON

HIBCO

edmonton
arts council

LE FRANCO



Edmonton